

Zeitschrift:	Itinera : Beiheft zur Schweizerischen Zeitschrift für Geschichte = supplément de la Revue suisse d'histoire = supplemento della Rivista storica svizzera
Herausgeber:	Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
Band:	35 (2014)
Artikel:	Contre l'"aide au pillage" du tiers-monde : le réquisitoire gauchiste des années 1970
Autor:	Pereira, Nuno
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-1077869

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Contre l’«aide au pillage» du tiers-monde: le réquisitoire gauchiste des années 1970

Nuno Pereira

«La tarte à la crème d’aujourd’hui est l’‘aide’ aux pays sous-développés.»¹ A l’instar de l’auteur marxiste Pierre Jalée, dont l’ouvrage *Le pillage du tiers monde* avait eu un large écho après sa publication en 1965, les organisations suisses de la nouvelle gauche radicale des ‘années 68’ avaient l’habitude de placer entre guillemets le terme d’‘aide’ au développement du tiers-monde.² Elles prenaient ainsi avec ironie leurs distances par rapport à un concept qui avait alors le vent en poupe. Cependant, ces organisations ne témoignaient pas moins d’un vif intérêt pour le tiers-monde, qui était à la fois un objet d’analyse, un champ d’intervention militante et un laboratoire politique, dépositaire d’espoirs révolutionnaires sans cesse affirmés.

Cette contribution vise, dans un premier temps, à fournir un aperçu des principales critiques qui étaient formulées par les militants d’extrême gauche à l’égard de l’aide au développement, essentiellement l’aide publique, telle qu’elle était mise en œuvre en Suisse depuis les années 1960. Dans un deuxième moment, j’examinerai le regard que ces groupes et les comités anti-impérialistes qui en étaient proches portaient sur le tiers-monde. La période choisie, celle des années 1970, correspond à l’apogée de la décennie contestataire en Suisse,³ et en particulier de son aile la plus politisée, qui est l’objet de la présente étude: la nouvelle gauche radicale. Ces années coïncident également avec le long débat politique qui va déboucher sur la Loi fédérale sur la coopération au développement et l’aide humanitaire internationale, qui entre en vigueur en 1976. Mon propos se fonde sur des textes produits par les deux principales composantes de la gauche extraparlementaire romande au cours des années 1970: la ‘trotskiste’ et la ‘maoïste’ (ou marxiste-léniniste). Mon étude se limite à l’espace politique romand. Toutefois, rien ne conduit à supposer que les milieux ‘gauchistes’ alémaniques et tessinois aient connu des évolutions très différentes de celle qui est présentée ici.⁴ Dès 1969, toute une série d’or-

1 Pierre Jalée, *Le pillage du tiers monde*, Paris 1965, p. 63.

2 Il en allait de même pour d’autres termes, tel ‘tiers-monde’, auquel la presse révolutionnaire préférait par exemple souvent l’expression ‘peuples et nations opprimés’. L’expression ‘présence suisse’ était quant à elle remplacée par ‘impérialisme suisse’.

3 Pour un panorama des mouvements sociaux et politiques des années 68 en Suisse, voir Janick Marina Schaufelbuehl (éd.), 1968–1978. *Ein bewegtes Jahrzehnt in der Schweiz. Une décennie mouvementée en Suisse*, Zurich 2009.

4 Notons que l’influence française, patente dans l’appropriation de certaines analyses théoriques, ne semble pas avoir été déterminante dans la question qui nous occupe.

ganisations politiques se situant à gauche du *Parti du Travail* (PdT) voient le jour en Suisse, sous l'impulsion de dissidents du PdT et d'étudiants radicalisés par la contestation de 1968.⁵ Ces groupes rassemblent en général quelques dizaines de militants, jeunes pour la plupart. Si toutes ces formations se revendiquent du marxisme, elles élaborent des lignes politiques distinctes et déploient des efforts considérables pour se démarquer les unes des autres, tant sur le plan théorique que sur celui de la pratique politique.

Le courant trotskiste, lié à la IV^e Internationale, est représenté par la *Ligue marxiste révolutionnaire* (LMR), formation fondée en 1969, qui est par ailleurs la seule à réussir à s'implanter au niveau national.⁶ De son côté, le pôle maoïste/marxiste-léniniste apparaît comme une constellation éclatée de nombreux groupes qui se réclament à des degrés divers de l'expérience chinoise. Crées au début des années 1970, les organisations «km-l» ont généralement d'abord été empreintes d'une idéologie «spontanéiste», avant de suivre un processus de structuration organisationnelle visant à leur donner les bases d'un parti léniniste.⁷ A Genève, on trouve le *Centre de liaison politique* (CLP), le *Mouvement socialiste autonome* (MSA), ou encore le *Centre d'information sur les mouvements de libération* (CIML), tandis qu'à Lausanne, l'organisation la plus forte est *Rupture pour le Communisme* (RplC). D'autres groupuscules locaux existent, tel *Lutte proléttaire*, à Fribourg. Un autre groupe est implanté en Suisse romande depuis les années 1960: le *Parti communiste de Suisse / marxiste-léniniste* (PCS/ML).⁸ Produit de la scission sino-soviétique, il est le descendant du *Centre Lénine*, formation prochinoise fondée à Lausanne en 1964.⁹ Il est à souligner que la question de l'aide au tiers-monde a été peu théorisée par les comités et les organisations révolutionnaires des années 68. Les sources s'y

5 Pierre Jeanneret, *Popistes. Histoire du Parti Ouvrier et Populaire Vaudois, 1943–2001*, Lausanne 2002, pp. 184–198; André Rauber, *Histoire du mouvement communiste suisse – t. II (1944–1991)*, Genève 2000, pp. 345–361.

6 Benoît Challand, *La Ligue marxiste révolutionnaire en Suisse romande (1969–1980)*, Fribourg 2000; Simon Jäggi, *Vorhut ohne Rückhalt. Integrationsprozess der RML/SAP (1969–1987)*, mémoire de licence, Université de Fribourg 2007.

7 Nuno Pereira, «Les vieux habits de la Nouvelle Gauche. Aspects rituels, symboliques et hiérarchiques des organisations révolutionnaires de l'après-1968 en Suisse romande», in: Françoise Briegel, Sébastien Farré (éd.), *Rites, hiérarchies*, Genève 2010, pp. 174–186.

8 Originaire de Suisse romande, ce groupe possède à partir des années 1970 son pôle le plus dynamique en Suisse alémanique, essentiellement à Zurich. Voir à ce sujet Duri Beer, *Die Lebenswelt der Maoistinnen und Maoisten in Zürich. Kognitionen, politisches Engagement und kollektive Identität der KPS/ML 1972–1987*, mémoire de licence, Université de Berne 2006; Laurent Vonwiller, «Der lange Marsch in der Seifenblase. Die Kommunistische Partei der Schweiz/Marxisten-Leninisten (KPS/ML) im Rückblick», in: Sebastian Gehrig, Barbara Mittler, Felix Wemheuer (éd.), *Kulturrevolution als Vorbild? Maoismen im deutschsprachigen Raum*, Francfort 2008, pp. 39–49; Angela Zimmermann, *Maoisten in der Schweiz. Das lange rote Jahrzehnt der KPS/ML im Kontext der schweizerischen Linken 1972–1987*, mémoire de licence, Université de Zurich 2006.

9 Pierre Jeanneret, «Les engagements politiques des années 60 et l'expulsion de Nils Andersson», in: François Vallotton (dir.), *Livre et militantisme: La Cité Editeur, 1958–1967*, Lausanne 2007, pp. 108–159.

rapportant sont en effet relativement rares.¹⁰ L'organisation qui y a consacré les réflexions les plus approfondies a sans doute été la LMR, dans son organe *La Brèche*. Force est de constater que le débat politique sur l'aide, qui a précédé, au parlement fédéral et dans la presse, le vote de la Loi sur la coopération au développement et à l'aide humanitaire (1976), n'a pas trouvé un grand écho dans la presse militante de la gauche révolutionnaire helvétique. Lorsqu'il se produit, cet écho se traduit par ailleurs la plupart du temps par un souci de démystification de la présence suisse dans les pays du Sud. C'est ce sur quoi insiste *La Brèche* en 1973: «au moment où le Conseil fédéral multiplie les palabres sur l'accroissement de l'«aide au Tiers Monde» et le renforcement de la coopération technique, il est de plus en plus nécessaire que les militants révolutionnaires dénoncent vigoureusement la politique de l'impérialisme suisse et soutiennent pleinement la lutte que mènent les travailleurs et paysans des pays coloniaux et semi-coloniaux».¹¹

Aider à exploiter le tiers-monde?

Le premier constat fait par les organisations révolutionnaires concerne le budget alloué en Suisse à l'aide publique aux «pays sous-développés». A leurs yeux, celui-ci est tout à fait dérisoire.¹² En 1975, par exemple, l'aide ne représente que 0,16% du PNB helvétique, c'est-à-dire deux fois moins que la moyenne des pays riches de l'OCDE.¹³ Pour la nouvelle gauche radicale, la Suisse fait d'ailleurs preuve d'une habileté financière indéniable puisque, «en participant dans une moindre mesure que les autres pays à l'aide au tiers-monde, [la Suisse] en retire au moins autant, si ce n'est plus, d'avantages économiques».¹⁴ Pour autant, contrairement à la gauche établie (*Parti socialiste*, PdT, *Union syndicale suisse*) et à des groupes tiers-mondistes tels que la *Déclaration de Berne*, la gauche extraparlementaire ne milite pas pour une augmentation du montant alloué par la Confédéra-

10 En ce qui concerne les sources trotskistes, je me suis concentré sur les articles de *La Brèche*, l'organe de la LMR. Pour ce qui est des sources des formations maoïstes, j'ai essentiellement dépouillé le Fonds 'gauche genevoise' de la Bibliothèque de Genève et le Fonds Charles Philipona, conservé aux Archives contestataires, à Genève. Enfin, j'ai ponctuellement recouru à d'autres fonds, tels que les dossiers du Ministère public fédéral, déposés aux Archives fédérales ou les archives du Comité Memoria y Justicia (Genève).

11 A. Udry, «Impérialisme suisse: capital helvétique et mexicanisation», in: *La Brèche*, n° 66/67, 11 avril 1973, pp. 2-3.

12 La critique est antérieure aux années 68. La revue *Contacts* dénonce ainsi dès le milieu des années 1950 l'aide insuffisante apportée par la Suisse aux pays sous-développés. Cf. Michel Buenzod, «Une revue de paix et de démocratie pendant la guerre froide», in: *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 19, 2003, p. 105.

13 C. M., «Aide au développement: aide aux profits!», in: *La Brèche*, n° 111, 2 avril 1975, p. 8.

14 *Ibid.*

tion à l'aide aux 'pays sous-développés'. Il s'agit «avant tout de dénoncer le caractère forcément dérisoire et illusoire de toute aide dans le cadre du système capitaliste». ¹⁵ Cette aide est d'autant plus insignifiante en regard des transferts de capitaux issus des pays de la 'périmétrie' vers les pays du 'centre', ¹⁶ qui s'effectuent «au travers du rapatriement des dividendes, des redevances sur les brevets, de l'échange inégal». ¹⁷ De ce point de vue, la Suisse est également gagnante, puisque sa balance commerciale avec les pays du tiers-monde est excédentaire. Selon les soixante-huitards radicaux, l'aide peut alors contribuer à équilibrer la balance des paiements. Ainsi, loin de combler des décennies d'échange inégal entre le Nord et le Sud, l'aide ne profite pas ou peu aux pays en voie de développement. Sur ce point comme sur d'autres, il importe de souligner que les militants révolutionnaires rejoignent des cercles plus larges, en épousant l'analyse critique du courant tiers-mondiste, telle qu'elle était portée par des groupes comme la *Déclaration de Berne*, ¹⁸ l'*Arbeitsgruppe Dritte Welt*¹⁹ ou le *Centre Europe Tiers-Monde*.

Selon les organisations d'extrême gauche, l'aide poursuit en réalité deux objectifs principaux. Le premier est de nature politique et idéologique, puisqu'il s'agit de maintenir, dans les pays du Sud, un ordre politique qui soit favorable aux intérêts suisses, ce qui, la plupart du temps, suppose de lutter contre le 'communisme', autrement dit contre tout mouvement tenu pour subversif. Dans le même élan, les gauchistes dénoncent alors l'anticommunisme viscéral des autorités helvétiques et mettent en évidence le caractère fictif de la neutralité. A leurs yeux, cette neutralité sert en réalité les intérêts de l'impérialisme, en préservant le système de domination en place. Le Conseil fédéral ne cache d'ailleurs pas son attachement à la stabilité politique des pays du Sud, position qui peut être interprétée comme un soutien au *statu quo*. Il affirme en effet que «la coopération au développement [...] contribue à la stabilité politique dans les pays du Sud et à l'assurer dans le respect des intérêts suisses». ²⁰

15 O. P., «La garantie contre les risques de l'investissement», in: *La Brèche*, n° 2, 22 janvier 1970, p. 3.

16 Cette analyse rejoint la théorie de la dépendance. Sur la diffusion de cette théorie en Suisse, voir Manuel Schär, *Strukturveränderungen statt Entwicklungshilfe? Rezeption und Diffusion der Dependenztheorie in der schweizerischen Entwicklungspolitik, 1968–1978*, mémoire de licence, Université de Berne 2006.

17 A. Udry, «Impérialisme et 'aide' au tiers-monde (3)», in: *La Brèche*, n° 57, 30 octobre 1972, p. 13.

18 Voir Anne-Marie Holenstein, Regula Renschler, Rudolf Strahm, *Entwicklung heißt Befreiung: Erinnerungen an die Pionierzeit der Erklärung von Bern 1968–1985*, Zurich 2008; Monica Kalt, *Tiersmondismus in der Schweiz der 1960er- und 1970er-Jahre. Von der Barmherzigkeit zur Solidarität*, Bern 2010; Konrad J. Kuhn, *Entwicklungspolitische Solidarität. Die Dritte-Welt-Bewegung in der Schweiz zwischen Kritik und Politik (1975–1992)*, Zurich 2011.

19 Rahel Fischer, «Die Solidarität in den Strukturen. Entwicklungspolitische Konzepte, Aktionen und Lebenswelten der Arbeitsgruppe Dritte Welt Bern, 1968–1976», mémoire de licence, Université de Berne 2007; Rahel Fischer, Manuel Schär, «Tausende Hungertote – Ist die Schweiz mitschuldig? Internationale Solidarität in Bern: die Arbeitsgruppe Dritte Welt», in: Bernhard C. Schär et al. (éd.), *Bern 68. Lokalgeschichte eines globalen Aufbruchs – Ereignisse und Erinnerungen*, Baden 2008, pp. 145–154.

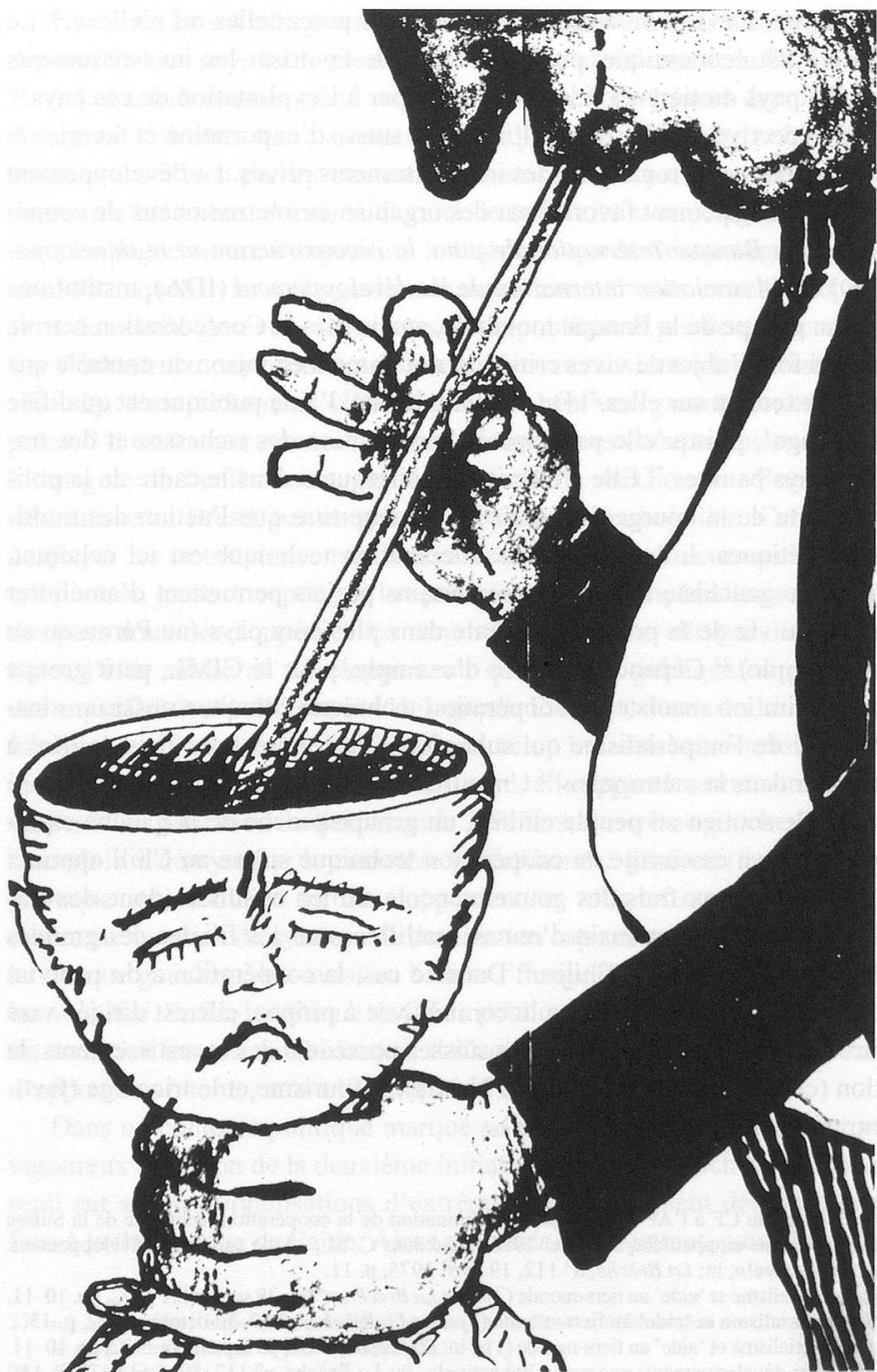


Figure 1: Pour la nouvelle gauche radicale, l'aide suisse au développement apparaît comme un instrument de l'exploitation du tiers-monde. Source: C. M., «Aide suisse au développement: une neutralité active!», in: *La Brèche*, n° 112, 19 avril 1975, p. 11.

bue, à long terme, à éviter ou à réduire les tensions potentielles ou réelles».²⁰ Le second objectif est économique, puisqu'il s'agit de favoriser les investissements privés dans les pays du tiers-monde et de participer à l'exploitation de ces pays.²¹ Selon cette perspective, l'aide stimule l'industrie suisse d'exportation et favorise le maintien de marchés et la rentabilité des investissements privés. Le développement de ces derniers est également favorisé par des organismes internationaux de coopération, tels que la *Banque internationale pour la reconstruction et le développement* (BIRD) et l'*Association internationale de développement* (IDA), institutions appartenant au groupe de la Banque mondiale, auxquelles la Confédération octroie des prêts et qui font l'objet de vives critiques, notamment en raison du contrôle que les Etats-Unis exercent sur elles.²² De ce point de vue, l'aide publique est qualifiée d'«aide au pillage», puisqu'elle participe à l'exploitation des richesses et des travailleurs des pays pauvres.²³ Elle s'inscrit par conséquent dans le cadre de la politique impérialiste de la bourgeoisie suisse, au même titre que l'action des multinationales helvétiques. L'exemple de la coopération technique est ici éclairant. Certes, la presse gauchiste reconnaît que certains projets permettent d'améliorer les conditions de vie de la population rurale dans plusieurs pays (au Pérou ou au Népal, par exemple).²⁴ Cependant, à titre d'exemple, pour le CIML, petit groupe genevois d'inspiration maoïste, la coopération technique constitue aussi un «instrument déguisé de l'impérialisme qui subordonne les intérêts des pays 'aidés' à ceux du pouvoir dans la métropole».²⁵ Un autre cas de figure exemplaire est exposé par le Comité de soutien au peuple chilien, un groupe proche de la gauche extra-parlementaire. Selon ce comité, la coopération technique suisse au Chili «permet de former sur place, aux frais des gouvernements chilien et suisse (donc des travailleurs des pays cités) une main d'œuvre qualifiée pour les filiales des grandes entreprises suisses opérant au Chili».²⁶ Dans ce cas, la coopération a du reste un caractère sélectif, puisque, remarque le comité avec à propos, elle est dirigée vers des secteurs dans lesquels des entreprises suisses possèdent des investissements: la réfrigération (contrôlée par une filiale de Nestlé), le tourisme et le tricotage (favorisant l'entreprise neuchâteloise Dubied).

20 Voir le «Message du CF à l'AF concernant la continuation de la coopération technique de la Suisse avec des pays en développement, 5 février 1975», cité dans C. M., «Aide suisse au développement: une neutralité active!», in: *La Brèche*, n° 112, 19 avril 1975, p. 11.

21 A. Udry, «Impérialisme et 'aide' au tiers-monde (2)», in: *La Brèche*, n° 55, 28 septembre 1972, pp. 10–11.

22 A. Udry, «Impérialisme et 'aide' au tiers-monde (3)», in: *La Brèche*, n° 57, 30 octobre 1972, p. 13.

23 A. Udry, «Impérialisme et 'aide' au tiers-monde (1)», in: *La Brèche*, n° 54, 13 septembre 1972, pp. 10–11.

24 C. M., «Aide au développement: une neutralité active!», in: *La Brèche*, n° 112, 19 avril 1975, p. 11.

25 Centre d'information sur les mouvements de libération, «Mouvement anti-impérialiste», Genève, sd. Bibliothèque de Genève, Fonds gauche genevoise, carton 2, chemise «Manifeste du CIML».

26 Comité Chili, *L'impérialisme suisse au Chili*, [Genève], 1974, p. 3. Archives du Comité Memoria y Justicia, Genève.

Le cas du Brésil est également révélateur. Gouverné par une dictature militaire depuis 1964, ce pays est le premier client latino-américain de la Suisse, qui y est en 1969 le quatrième plus grand pays investisseur.²⁷ En hausse depuis l'instauration du régime militaire, les relations économiques entre la Suisse et le Brésil sont dénoncées aussi bien par les contestataires suisses que par des mouvements révolutionnaires brésiliens. Ainsi, le Comité de solidarité avec le peuple brésilien mène une campagne contre l'exposition industrielle que la Suisse organise à São Paulo en 1973, laquelle vise à élargir les échanges commerciaux entre les deux pays. Aux yeux du comité genevois, les aides suisses publique et privée «ne servent qu'à édifier l'infrastructure permettant de rentabiliser au maximum les investissements privés». En d'autres termes, «l'«aide publique» est une garantie octroyée au monopole».²⁸ Il est à noter que les relations économiques entre la Suisse et le Brésil sont à l'origine de l'enlèvement, en décembre 1970, de Giovanni Bucher, l'ambassadeur suisse au Brésil, par un groupe révolutionnaire brésilien. Cet enlèvement est perçu par les trotskistes romands comme une attaque directe contre «la Suisse pacifique», en guise de réponse à la «participation de l'impérialisme suisse au pillage des pays sous-développés».²⁹ En somme, pour la nouvelle gauche radicale helvétique, l'aide suisse au développement, qu'elle soit publique ou privée, se révèle une mystification politique et idéologique. En effet, d'un côté, l'aide remplit une fonction «publicitaire», puisqu'elle peut, selon les mots mêmes du Conseil fédéral, «servir l'image de notre pays».³⁰ De l'autre, elle apparaît comme un moyen de participer à l'exploitation du tiers-monde. Dès lors, l'extrême gauche des années 1970 s'emploie à démythifier le caractère prétendument généreux et désintéressé de la politique suisse d'aide au développement, et affirme sans ambages que l'aide œuvre au maintien du système de domination capitaliste et impérialiste. Ce faisant, la critique gauchiste bat aussi en brèche l'image d'Epinal de la Suisse altruiste et humanitaire. Enfin, la critique de l'aide publique ou privée au développement revêt un caractère instrumental marqué: il s'agit en effet également d'un acte politique d'opposition interne, tant à l'Etat qu'à la bourgeoisie suisse.

Dans un contexte politique marqué notamment par un mouvement xénophobe vigoureux (votation de la deuxième initiative Schwarzenbach en 1974), incitant au repli sur soi, les organisations d'extrême gauche adoptent des positions diverses face à la thématique de l'aide. Alors que certaines rejettent, pour les raisons précé-

27 «A qui profite l'Expo suisse de São Paulo?», in: *Bulletin d'information du Comité de solidarité avec le peuple brésilien*, n° 3, juin 1973, p. 15.

28 *Ibid.*, pp. 15–16.

29 A. Udry, «L'impérialisme suisse au Brésil: aider à exploiter», in: *La Brèche*, n° 56, 13 octobre 1972, pp. 8–9.

30 Cité par C. M., «Aide suisse au développement: une neutralité active!», in: *La Brèche*, n° 112, 19 avril 1975, p. 11.

demment évoquées, le principe même d'aide, d'autres font preuve d'une attitude plus nuancée. C'est le cas du *Mouvement socialiste autonome*, petit groupe marxiste-léniniste genevois.³¹ Bien qu'il soit convaincu que l'«aide est à la fois un camouflage de l'exploitation du Tiers-Monde par le capitalisme suisse et un moyen de renforcer cette exploitation», ce groupe prend le parti, pour des considérations tactiques, de ne pas s'opposer de front à l'aide. Conscient des difficultés que ce débat représente pour les organisations révolutionnaires, il propose une voie qui combine analyse approfondie des mécanismes de l'aide et dénonciation de l'impérialisme helvétique: «Une seule voie nous est ouverte: créer un rassemblement de forces qui analysent rigoureusement le contenu réel (matériel et propagandiste) de l'aide et qui dévoilent et dénoncent la réalité des rapports d'exploitation Suisse-Tiers-Monde dans le cadre d'une analyse de l'impérialisme».³²

Le soutien révolutionnaire au tiers-monde

Examinons à présent le regard que les révolutionnaires suisses portaient sur le tiers-monde et sur les questions de développement. De manière générale, les organisations néo-marxistes proclament une solidarité avec le tiers-monde fondée non sur des sentiments humanitaires, mais sur une analyse politique. La radicalisation induite par la contestation de 68 et le développement des luttes de libération dans le tiers-monde ont conduit à une évolution idéologique qui, partant souvent d'une indignation de type humanitaire, débouche sur la prise de conscience de l'impérialisme comme facteur de sous-développement. Beaucoup de militants glissent ainsi du tiers-mondisme à l'anti-impérialisme.³³ L'engagement anti-impérialiste permet non seulement de prendre conscience du caractère global de l'impérialisme, mais aussi de son corollaire: la convergence profonde entre les luttes du tiers-monde et les mobilisations anticapitalistes en Suisse, autrement dit entre ce qu'on désigne alors de 'nations ou peuples opprimés' et les travailleurs des métropoles.³⁴ L'anti-impérialisme intègre alors l'analyse de classes et devient inséparable de l'anticapi-

31 Nuno Pereira, «Du MSA à l'OLC: les tribulations d'un groupe révolutionnaire genevois des années 1970», in Frédéric Deshusses, Stefania Giancane (coord.), *Traces et souvenirs de la contestation: Charles Philipona*, Lausanne/Genève 2013, pp. 57–76.

32 Mouvement socialiste autonome (MSA), «Aide publique – aide privée au tiers-monde. La votation de 1974. L'initiative Schwarzenbach», [Bulletin interne, n°1], décembre 1973. Archives contestataires, Genève, Fonds Charles Philipona, 002_CP_S11_SS130.

33 Lettre du MSA au CIML, Genève, 29 mars 1974. Bibliothèque de Genève, Fonds gauche genevoise, carton 2, chemise «CIML». Voir aussi Christoph Kalter, *Die Entdeckung der Dritten Welt. Dekolonialisierung und neue radikale Linke in Frankreich*, Francfort 2011.

34 Konrad J. Kuhn, «'Der Kampf der Entrechteten dort ist unser Kampf hier!' Entwicklungspolitisches Engagement und internationale Solidarität in der Schweiz», in: Schaufelbuehl 2009, *op. cit.*, pp. 113–124.

talisme,³⁵ tandis que les concepts de développement et sous-développement apparaissent tous deux comme une part essentielle de la structure du système capitaliste à l'échelle mondiale.

Prenant leurs distances par rapport au discours développementaliste, les gauchistes helvétiques lancent des mots d'ordre spécifiquement politiques, fortement colorés de marxisme: *internationalisme (prolétarien)*, *révolution anti-impérialiste*, *soutien aux luttes révolutionnaires des peuples opprimés*, *pouvoir populaire*, etc. Par le biais de ce cadre discursif radical et de modes d'action combattifs, ils se démarquent des autres mouvements de solidarité internationale, tant des œuvres d'entraide, que des nouveaux courants tiers-mondistes d'inspiration chrétienne (tels que la *Déclaration de Berne*) ou de la gauche établie, en mettant l'accent sur la dimension anticapitaliste de leur engagement internationaliste. Lors de la famine qui a touché le Sahel en 1973, *La Brèche* écrit ainsi: «Face à l'hypocrisie internationale à propos d'une famine qui n'est que le produit de l'impérialisme, nous devons dénoncer le caractère trompeur des litanies humanitaires qui masquent le véritable problème: celui de la lutte contre l'impérialisme et [ses] valets».³⁶ Le soutien au tiers-monde permet aussi de préserver la radicalité politique d'une perspective révolutionnaire et socialiste, laquelle était difficile à maintenir dans le contexte helvétique très conservateur. Par ailleurs, de cette manière, l'extrême gauche assure s'attaquer aux causes véritables du sous-développement. Car la gauche radicale présente le sous-développement comme le produit du colonialisme et de l'impérialisme. Dès lors, la solidarité avec le tiers-monde implique la dénonciation de ces processus, et en particulier de l'impérialisme suisse. Les méfaits de ce dernier sont exposés à maintes reprises, notamment dans les publications de la *Ligue marxiste révolutionnaire*. Tous les courants néo-marxistes s'accordent pour soutenir que le développement réel ne peut se faire que par une modification radicale des structures socio-économiques. En d'autres termes, «la solution du sous-développement passe par la révolution socialiste».³⁷ Pour nombre de révolutionnaires de 68, le tiers-monde représente la ‘zone des tempêtes’, où la révolution mondiale apparaît de la façon la plus tangible. Reprenant la théorie leniniste du maillon faible, ils estiment que la révolution n'éclate pas nécessairement là où le capitalisme est le plus développé, mais là où ses contradictions sont les plus aiguës, c'est-à-dire dans les pays du Sud. Les courants maoïstes considèrent le tiers-monde comme la force principale de la révolution et développent une forte identification avec les mouvements de libération. Par exemple, dans le discours du

35 MSA, *Bulletin interne*, n° 1, décembre 1973, pp. 1–2. Archives contestataires, Genève, Fonds Charles Philipona, 002_CP_S11_SS130.

36 N. C., «Sécheresse en Afrique», in: *La Brèche*, n° 73/74, juillet–août 1973, p. 17.

37 A. Udry, «Impérialisme et aide au tiers-monde (2)», in: *La Brèche*, n° 55, 28 septembre 1972, pp. 10–11.

PCS/ML, diffusé par son organe *Octobre*, le tiers-monde y apparaît sacralisé. Les luttes des peuples du tiers-monde sont qualifiées d'«héroïques», leurs victoires sans cesse exaltées.³⁸ Ce groupe maoïste attribue aux luttes du tiers-monde une fonction d'exemplarité³⁹ et appelle à les appuyer, y compris sur le plan matériel: «Nous devons soutenir les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine par un vaste mouvement de solidarité et par l'aide matérielle que nous pouvons leur apporter: leur lutte héroïque et sans concession est un exemple pour le peuple suisse».⁴⁰ De son côté, la LMR trotskiste évoque fréquemment, à l'instar de la IV^e Internationale à laquelle elle est affiliée, le thème de la 'révolution coloniale'.

Il faut dire que l'émergence du tiers-monde dans les années 1960 et 70 semble donner raison aux gauchistes. En Asie, la Chine exerce un puissant attrait, alors que la lutte du peuple vietnamien constitue l'incontournable toile de fond de toute la décennie contestataire, en Suisse⁴¹ comme dans le reste du monde. Pour toute une génération, le Vietnam représente en effet la clé de voûte de la révolution mondiale. En Afrique, les mouvements de libération nationale achèvent la décolonisation ou s'en prennent au néocolonialisme. Sur ce plan, ce sont les colonies portugaises qui retiennent principalement l'attention. Les mouvements indépendantistes en Angola, en Guinée-Bissau et au Mozambique mènent en effet un combat non seulement contre un système honni (le colonialisme), mais aussi contre un régime perçu comme anachronique, dans la mesure où il incarne, au même titre que l'Espagne de Franco, un avatar du fascisme de l'entre-deux-guerres. A cet égard, la mobilisation contre la présence du Portugal comme hôte d'honneur au Comptoir suisse en 1973 a constitué le point culminant de cet engagement internationaliste.⁴² Enfin, en Amérique latine, la lutte anti-impérialiste est portée par de nombreuses guérillas, inspirées par la révolution cubaine et qui combattent fréquemment des régimes dictatoriaux soutenus par les Etats-Unis. Le cas du Chili est emblématique: bien qu'il signale, au premier abord, une défaite pour le mouvement ouvrier et révolutionnaire chilien et latino-américain (de nombreux opposants sud-américains de gauche s'étaient réfugiés dans le Chili de l'Unité populaire), il déclenche aussi une mobilisation qui constitue probablement la plus grande campagne de so-

38 Pascale Burnier, *Le tiers-mondisme politique en Suisse romande (1962–1975). Idéologies et modalités d'action: perspectives de cinq groupes militants*, mémoire de licence, Université de Fribourg 2006, pp. 78–81.

39 Voir aussi Marcel Dreier, «Afrikanische Befreiungsbewegungen und die antiimperialistische Solidaritätsbewegung in der Schweiz», in: Schaufelbuehl 2009, *op. cit.*, pp. 161–176.

40 «Front uni contre l'impérialisme», in: *Octobre*, n° 56, novembre 1972, p. 15.

41 Marc Griesshammer, *Zwischen Friedenswunsch und Weltrevolution. Die Vietnamsolidarität in der Schweiz, 1965–1974*, mémoire de licence, Université de Berne 2006.

42 Nuno Pereira, «Le mouvement suisse de 68 et le Portugal: de la dictature à la révolution (1962–1975)», in: Schaufelbuehl 2009, *op. cit.*, pp. 147–160.

lidarité internationale des années 68, dépassant celle qui s'est opposée à la guerre du Vietnam.⁴³

Les années 1960 et 1970 sont incontestablement marquées par les luttes révolutionnaires des 'peuples opprimés' dans un tiers-monde qui fait office de laboratoire politique et social. Les luttes *armées* qui s'y déroulent – les fusils venant rappeler à une Suisse dépourvue de tradition révolutionnaire que la révolution est un acte violent – possèdent pour de nombreux soixante-huitards radicaux un caractère exemplaire. Jakob Tanner a certes déconstruit à bon escient la «simultanéité apparente produite par les médias, qui intègre dans la sphère d'attente d'une 'révolution mondiale' des événements disparates» se déroulant dans divers points du globe.⁴⁴ Il n'en reste pas moins que, comme l'a relevé Olivier Pavillon, «[les années 1973–1974] sont d'une densité d'événements-clés impressionnante. Les militants courent au feu: des grèves sauvages qu'il faut soutenir et populariser à la solidarité avec les opposants à Pinochet, en passant par la dénonciation du goulag et de la dictature bureaucratique en URSS. Ils ont l'impression d'être au cœur de l'histoire».⁴⁵ Pour les organisations révolutionnaires des années 1970, la Suisse se devait de participer à ce vaste mouvement d'émancipation, non pas à travers l'aide au développement, mais en apportant un soutien vigoureux aux luttes de libération du tiers-monde. A leurs yeux, la seule solidarité efficace avec le tiers-monde devait prendre la forme d'un mouvement anti-impérialiste de masse, appelé à prendre pour cible non seulement l'impérialisme américain, mais également l'impérialisme suisse, qui était perçu comme l'allié objectif des Etats-Unis. En ce sens, au-delà de la rhétorique militante, provocante et parfois simpliste, de nombreuses mobilisations concrètes et souvent massives ont eu lieu dans les années 68, pour soutenir les combats révolutionnaires qui, dans les continents du tiers-monde, aspiraient à une transformation radicale des structures socio-économiques. Selon les révolutionnaires suisses, une telle transformation était, en définitive, la seule garante d'un développement authentique des pays du tiers-monde.

Pour la nouvelle gauche radicale helvétique, la solidarité avec le tiers-monde avait un corollaire en Suisse: le soutien indéfectible à la classe ouvrière, aux immigrés (en particulier aux saisonniers, perçus comme un 'tiers-monde de l'intérieur'). Après le renversement du gouvernement de Salvador Allende au Chili, deux organisations fribourgeoises d'extrême gauche appellent aussi à des luttes de masse en

43 Olivier Pavillon, «La nouvelle gauche en Suisse romande, des années 60 au milieu des années 80: un essai de mise en perspective», in: *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 21, 2005, p. 26.

44 Jakob Tanner, «'L'Internationale sera le genre humain'. Le mouvement ouvrier suisse entre politique nationale et solidarité transfrontalière», in Stefan Howald (éd.), *Les 25 ans du Solifonds. La solidarité, une valeur sûre*, Zurich 2008, p. 81.

45 Pavillon 2005, *op. cit.*, p. 26.

Suisse, en proclamant que «la seule solidarité, c'est la lutte de classe».⁴⁶ Dans le même sens, l'organe du PCS/ML rappelle quant à lui que l'internationalisme prolétarien, valeur première qui préside à la solidarité avec les peuples du tiers-monde, ne doit pas être considéré «comme un élément indépendant de la révolution dans notre pays».⁴⁷ Ce souci rejoint d'ailleurs l'appel que Dom Hélder Câmara, archevêque brésilien partisan de la théologie de la libération, avait adressé aux militants internationalistes européens: «La meilleure aide que vous puissiez nous apporter est de changer les structures d'injustice chez vous.»⁴⁸ Malgré ces déclarations et les points de contact ponctuels, la jonction entre le mouvement tiers-mondiste et le mouvement ouvrier radical en Suisse ne s'est jamais véritablement opérée.⁴⁹

Le tournant de la fin des années 1970

L'ambivalence d'un tiers-mondisme qui est à la fois *mouvement* et *discours* a été relevée par Monica Kalt.⁵⁰ A cet égard, le versant discursif, qui englobe la propagande, semble avoir prédominé par rapport au volet relatif à la pratique concrète de la solidarité politique ou matérielle. Empreint de manichéisme et d'une analyse souvent caricaturale de la réalité politique et sociale des pays du Sud, ce discours s'est parfaitement inscrit dans le champ discursif très polarisé de la guerre froide. Il traduisait en outre un attachement indéfectible à des idéaux tels que la révolution et la libération, concepts centraux pour les mouvements de 68.

Le soutien au tiers-monde pouvait également se traduire par une «aide» matérielle aux mouvements de libération nationale. La LMR, pour laquelle l'internationalisme n'était «pas un vain mot» a ainsi essayé de soutenir des guérillas latino-américaines, à travers le réseau de la IV^e Internationale.⁵¹ C'est dans cette optique que se situe l'affaire de Baden, au cours de laquelle trois militants trotskistes sont arrêtés en 1970, pour vol de matériel de transmission dans l'usine de Brown Boveri, matériel qui aurait été destiné à la guérilla bolivienne. D'autres comités de

46 Lutte prolétaire, *Lutte de Classe*, «Chili: l'échec pourquoi?», tract, Fribourg, septembre 1973. Annexé au rapport de la police de la Sûreté du canton de Fribourg, 10 octobre 1973. Archives fédérales, Berne, E 4320 (C), 1995/391, 923/336, carton 244.

47 «Front uni contre l'impérialisme», in: *Octobre*, n° 56, novembre 1972, p. 15.

48 Cité dans *Chili-Argentine-Bolivie - Bulletin d'information*, par le Comité de soutien aux prisonniers politiques au Chili – Fribourg, janvier 1977. Archives fédérales, Berne, E 4320 (C), 1995/391, 923/336, carton 244.

49 Si la création, en 1983, du Solifonds, témoigne du lien entre le monde syndical et le mouvement tiers-mondiste, elle ne s'inscrit pas du tout dans une perspective de transformation radicale de la société suisse. Cf. Howald 2008, *op. cit.*

50 Kalt 2010, *op. cit.*, pp. 10–15.

51 Lucien Scherrer, *Potemkinsche Dörfer und Stadtguerilla: Die linksextremen Organisationen PdA, POCHE und RML zwischen internationalistischer Theorie und Praxis, 1969–1981*, mémoire de licence, Université de Berne 2004, pp. 88–119.

solidarité internationale ont lancé des campagnes de soutien matériel. A l'automne 1976, le Groupe de travail Afrique australe Portugal, comité proche de l'extrême gauche genevoise, organise par exemple une campagne d'aide aux réfugiés du Zimbabwe (récolte de vêtements, médicaments, etc.). Cette aide demeure néanmoins sous-tendue par une question politique: «Par notre soutien, nous contribuerons, d'une façon peut-être modeste, à aider le peuple du Zimbabwe à continuer sa lutte pour renverser le régime raciste et exploiteur de Ian Smith, et à acquérir une indépendance rapide et totale».⁵² C'est à un moment où le cycle de contestation marqué par 1968 se trouve déjà dans une phase de déclin que se déroule, à Lausanne, en octobre 1978, le premier Symposium de la solidarité, événement qui peut, dans une certaine mesure, être considéré comme un tournant. Le projet d'un tel symposium naît à la suite de la protestation contre la tenue d'un symposium latino-américain européen à Montreux en octobre 1977, lequel réunit des milieux d'affaires. Après de longs mois de préparation, le Symposium de la solidarité rassemble des milliers de personnes⁵³ autour d'un objectif: «Non seulement protester, scander des slogans; mais aussi défricher la réalité des relations Suisse/pays opprimés, se former, expliquer, dénoncer et donner la parole aux représentants des peuples opprimés».⁵⁴ Relevons ici la référence aux 'peuples opprimés', qui était courante dans la terminologie soixante-huitarde.

Cette rencontre unitaire romande de trois jours est préparée par une vingtaine d'organisations et une quinzaine de groupes de travail. Elle entend être le «point culminant de notre solidarité avec le Tiers Monde, en se focalisant sur trois thèmes principaux: l'Afrique australe, l'Amérique latine et les relations entre la Suisse et le Tiers Monde».⁵⁵ Les groupes de travail qui se penchent sur cette dernière thématique élaborent une réflexion sur des thèmes que la contestation post-soixante-huitarde a souvent mis en exergue: l'exportation d'armes, la fuite des capitaux, le rôle des banques et des multinationales, ou encore la faim dans le monde. Lors du Symposium, une table-ronde sur le thème de la dépendance pays riches / pays pauvres réunit quatre figures emblématiques: l'économiste André Gunder Frank, théoricien du sous-développement,⁵⁶ Régis Debray, le compagnon de route de la révolution cubaine et de Che Guevara en Bolivie,⁵⁷ le sociologue et député socialiste Jean

52 «Aide aux réfugiés du Zimbabwe», in: *Afrique nouvelle*, n° 7, novembre 1976, pp. 7–8.

53 «La solidarité en Suisse romande», in: *Chili Venceremos*, n° 12, février–mars 1979.

54 «Pour un Symposium de la solidarité», feuillet, 1978, Archives du Comité Memoria y Justicia, Genève, Fonds Roland Bersier. Au sujet du deuxième Symposium, organisé à Berne en 1981, voir Kuhn 2011, *op. cit.*, pp. 41–84.

55 «Les 20-21-22 octobre à Lausanne: le Symposium de la solidarité», tract, 1978, Archives du Comité Memoria y Justicia, Genève, Fonds Roland Bersier.

56 André Gunder Frank, *Le développement du sous-développement: l'Amérique latine*, Paris 1970.

57 Régis Debray, *Révolution dans la révolution? Lutte armée et lutte politique en Amérique latine*, Paris 1967.

Ziegler,⁵⁸ ainsi que Charles-André Udry, dirigeant historique de la LMR et permanent de la IV^e Internationale. Malgré la présence de ce dernier, le courant révolutionnaire pèse de moins en moins dans les discussions. En effet, seules deux organisations d'extrême gauche y participent: la LMR et l'*Organisation communiste Le Drapeau Rouge*, dans laquelle s'est fondue RPLC. Ces deux groupes sont noyés sous un flot disparate des comités et d'associations de solidarité, qui épousent une approche moins idéologique et radicale, plus unitaire et «réaliste».⁵⁹ Cette tendance va s'accentuer au cours des années 1980.

Cette évolution se déroule dans un contexte de recul des mouvements sociaux et politiques issus de 68. En Suisse et dans la plupart des pays occidentaux, la nouvelle gauche radicale se trouve au milieu des années 1970 sur le déclin, qui est notamment patent dans les mobilisations de rue. Certes, l'année 1975 est encore marquée par des manifestations internationalistes de grande ampleur, pendant lesquelles nombre de militants révolutionnaires ont l'impression que la révolution, partie des pays du tiers-monde, arrive en Europe. En effet, aux victoires des mouvements de libération nationale au Vietnam et au Cambodge et à l'indépendance des anciennes colonies portugaises répondent, sur le continent européen, la révolution portugaise et la fin du franquisme, alimentant toutes deux des espoirs révolutionnaires. Cependant, en 1976, le nombre de manifestations de solidarité internationale baisse sensiblement en Suisse.⁶⁰ La crise économique, la mutation générationnelle et les convulsions internes à la gauche radicale constituent quelques-uns des facteurs explicatifs de cet affaiblissement. A cela s'ajoute l'évolution politique internationale. L'Asie orientale, 'zone des tempêtes' pendant une décennie, ne porte plus la Révolution (fin de la Révolution culturelle en Chine après la mort de Mao, instauration du régime khmer rouge au Cambodge). Par conséquent, de nombreux activistes déchantent devant l'évolution d'Etats nouvellement indépendants, dont ils ont auparavant soutenu la lutte de libération. De façon plus générale, le marxisme, le léninisme et la notion même de lutte des classes perdent de leur attrait. Pour la nouvelle gauche radicale, mais aussi pour bon nombre de comités anti-impérialistes, les années 1976–1979 vont être des années d'effritement et de disparition de nombreux groupes.

Ces années seront suivies, dès 1979, par une phase de légère recomposition, qui se déroule notamment autour du soutien à l'Amérique centrale. La révolution san-

58 Jean Ziegler avait publié deux ans auparavant un livre qui avait fait grand bruit: *Une Suisse au-dessus de tout soupçon*, Paris 1976.

59 Voir l'article paru dans le dernier numéro du journal du CLP: «Symposium de la solidarité: la lutte anti-impérialiste a profité des opportunités», in: *Le Militant*, n° 41, novembre 1978, p. 10.

60 Alois Tschopp, *Datenhandbuch über politische Aktivierungseignisse in der Schweiz, 1945–1978*, Zurich 1981.

diniste au Nicaragua nourrira encore quelques espoirs révolutionnaires et donnera lieu à un important mouvement de solidarité dans les années 1980.⁶¹ Mais le paradigme anti-impérialiste, qui associait soutien au tiers-monde et lutte de classes en Suisse, et avait été puissant dans les années 1970, semble bel et bien révolu, malgré les actions, en Suisse alémanique, d'un comité tel que le *Solidaritätskomitee für Afrika, Asien und Lateinamerika* (SKAAL).⁶² De toute évidence, l'anti-impérialisme, dans sa version gauchiste, s'effrite inexorablement dès la deuxième moitié des années 1970. En revanche, le tiers-mondisme politique suscite encore durant la décennie suivante de nombreux débats et connaît une forte adhésion. En ce sens, Konrad Kuhn montre par exemple que la mobilisation du mouvement tiers-mondiste atteint un point culminant lors du Symposium de la Solidarité de 1981.⁶³ Ce courant se désagrègera à son tour durant les années 1990, alors même que les notions de 'tiers-monde' voire de 'développement' (tant comme discours que comme facteur de mobilisation sociale) deviennent peu à peu obsolètes, même si cette dernière fait toujours l'objet de quelques débats nourris.⁶⁴ Si le concept d'«aide» a lui aussi survécu⁶⁵ et n'est désormais que rarement placé entre guillemets, sa valeur opératoire est aujourd'hui fortement remise en question.

61 Thomas Kadelbach, *Les brigadiers suisses au Nicaragua (1982–1990)*, Fribourg 2006.

62 Kalt 2010, *op. cit.*, pp. 318–323.

63 Kuhn 2011, *op. cit.*, pp. 42–43.

64 Gilbert Rist, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris 1996.

65 Jean-Michel Severino, Jean-Michel Debrat, *L'aide au développement*, Paris 2010.

